

Chambre des Représentants

SESSION 1970-1971.

17 DÉCEMBRE 1970

PROJET DE LOI

modifiant la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, modifiée par la loi du 9 avril 1965 portant diverses mesures en faveur de l'expansion universitaire et la loi du 5 juillet 1920 accordant la personnalité civile aux universités de l'Etat à Gand et à Liège.

PROJET
TRANSMIS PAR LE SENAT (1).

Article premier.

L'article 5 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, modifiée par la loi du 9 avril 1965, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. — Les autorités académiques sont dans chacune des universités et des centres universitaires : le recteur, le conseil académique, le conseil d'administration, le bureau permanent, le vice-recteur, le pro-recteur, les doyens de facultés et le secrétaire du conseil académique. »

Art. 2.

L'article 7 de la loi précitée, modifiée par les lois du 6 juillet 1964 et du 9 avril 1965, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 7. — Le conseil académique se compose des professeurs ordinaires, des professeurs extraordinaires, des professeurs, des professeurs associés, des chargés de cours

(1) Voir :

Documents du Sénat :

476 (1969-1970) : Projet de loi.

88 (1970-1971) : Rapport.

103, 104, 106, 107, 108, 119, 159 et 171 (1970-1971) : Amendements.

Annales du Sénat :

9 et 16 décembre 1970.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1970-1971.

17 DECEMBER 1970

WETSONTWERP

tot wijziging van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, gewijzigd door de wet van 9 april 1965 houdende diverse maatregelen voor de universitaire expansie en van de wet van 5 juli 1920 tot toekenning van rechtspersoonlijkheid aan de Staatsuniversiteiten Gent en Luik.

ONTWERP
OVERGEZONDEN DOOR DE SENAAT (1).

Artikel 1.

Artikel 5 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, gewijzigd door de wet van 9 april 1965, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 5. — De academische overheden in iedere universiteit en ieder universitair centrum zijn : de rector, de academische raad, de raad van beheer, het vast bureau, de vice-rector, de prorector, de dekanen der faculteiten en de secretaris van de academische raad. »

Art. 2.

Artikel 7 van bovengenoemde wet, gewijzigd door de wetten van 6 juli 1964 en 9 april 1965, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 7. — De academische raad bestaat uit de gewone hoogleraren, de buitengewone hoogleraren, de hoogleraren, de geassocieerde hoogleraren, de docenten en de

(1) Zie :

Stukken van de Senaat :

476 (1969-1970) : Wetsontwerp.

88 (1970-1971) : Verslag.

103, 104, 106, 107, 108, 119, 159 en 171 (1970-1971) : Amendementen.

Handelingen van de Senaat :

9 en 16 december 1970.

et des chargés de cours associés de l'université ou du centre universitaire.

Les membres du corps enseignant de l'institut ou de la faculté associés à l'université ou au centre universitaire de l'Etat peuvent prendre part aux réunions du conseil académique chaque fois que leur ordre du jour comporte des points qui intéressent cet institut ou cette faculté.

Ce conseil est présidé par le recteur; en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par le vice-recteur et, à défaut de ce dernier, par le membre désigné par l'assemblée. »

Art. 3.

L'article 8 de la loi précitée, modifiée par la loi du 6 juillet 1964, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 8. — Le conseil d'administration se compose :

1. du recteur, président;
2. du vice-recteur, vice-président;
3. de 10 représentants du corps enseignant élus par le conseil académique parmi les membres du corps enseignant et y exerçant depuis deux ans au moins une fonction à charge complète;
4. de 4 représentants du corps scientifique élus parmi les membres du corps scientifique et y ayant exercé pendant deux ans au moins une activité professionnelle universitaire;
5. de 2 représentants du personnel administratif et du personnel spécialisé de maîtrise, gens de métier et de service, élus parmi les membres du personnel exerçant depuis deux ans au moins une activité professionnelle dans le même établissement;
6. de 4 représentants des étudiants élus parmi les étudiants de l'université ou du centre universitaire et qui y ont déjà accompli avec succès une année d'études;
7. de 3 représentants des milieux sociaux, de 3 représentants des milieux économiques et de 3 représentants des pouvoirs publics.

Les membres du Conseil d'administration qui font partie du corps académique doivent être désignés de telle sorte que chaque faculté soit représentée, pour autant que le permet le nombre des membres prévu aux points 1, 2 et 3. »

Art. 4.

L'article 9 de la loi précitée est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9. — Le Roi nomme, en même temps que le recteur, dans les mêmes conditions et pour la même durée de quatre ans, le vice-recteur. »

Art. 5.

L'article 14 de la loi précitée est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 14. — Les membres du conseil d'administration sont désignés pour un terme de deux ans.

Les mandats des membres du conseil d'administration et des doyens de facultés sont renouvelables.

Les mandats du recteur et du vice-recteur ne sont renouvelables que deux fois.

Lorsqu'une de ces personnes n'achève pas son mandat, il est pourvu à son remplacement, conformément aux dispo-

geassocieerde docenten van de universiteit of van het universitair centrum.

Aan de vergaderingen van de academische raad kunnen ook de leden van het onderwijzend korps van het geassocieerd instituut of van de geassocieerde faculteit deelnemen, telkens als agenda-punten worden behandeld die dat instituut of die faculteit aanbelangen.

De raad wordt voorgezeten door de rector, bij zijn afwezigheid of verhinderd door de vice-rector, en bij diens ontstentenis door het lid dat de vergadering aanwijst. »

Art. 3.

Artikel 8 van bovengenoemde wet, gewijzigd door de wet van 6 juli 1964, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 8. — De raad van beheer bestaat uit :

1. de rector, voorzitter;
2. de vice-rector, ondervoorzitter;
3. 10 vertegenwoordigers van het onderwijzend korps, verkozen door de academische raad onder de leden van het onderwijzend korps die er ten minste twee jaar een volledige opdracht vervullen;
4. 4 vertegenwoordigers van het wetenschappelijk korps verkozen onder de leden van het wetenschappelijk korps, die er ten minste twee jaar een universitaire beroepsactiviteit uitgeoefend hebben;
5. 2 vertegenwoordigers van het administratief en het gespecialiseerd meesters-, vak- en dienstponeel verkozen onder de leden van het personeel die ten minste twee jaar een beroepsactiviteit in dezelfde inrichting uitoefenen;
6. 4 vertegenwoordigers van de studenten verkozen onder de studenten van de universiteit of het universitair centrum, die er reeds een jaar studie succesvol voltooid hebben;
7. 3 vertegenwoordigers van de sociale milieus, 3 vertegenwoordigers van de economische milieus en 3 vertegenwoordigers van de openbare machten.

De leden van de Raad van Beheer die lid zijn van het academisch korps moeten zo worden aangewezen dat elke faculteit vertegenwoordigd is, voor zover het aantal leden voorzien in 1, 2 en 3 dit toelaat. »

Art. 4.

Artikel 9 van bovengenoemde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 9. — De Koning benoemt tegelijkertijd als de rector, onder dezelfde voorwaarden, voor dezelfde duur van vier jaar, de vice-rector. »

Art. 5.

Artikel 14 van bovengenoemde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 14. — Het mandaat van de leden van de raad van beheer duurt twee jaar.

De mandaten van de leden van de raad van beheer en van de dekanen der faculteiten kunnen worden vernieuwd.

De mandaten van rector en vice-rector kunnen slechts tweemaal vernieuwd worden.

Wanneer een van deze personen zijn mandaat niet beëindigt, wordt in zijn vervanging voorzien overeenkomstig

sitions qui précèdent. Le nouveau titulaire achève le mandat de son prédécesseur. »

Art. 6.

L'article 15 de la loi précitée est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 15. — Le Roi détermine la procédure de nomination du recteur, du vice-recteur, des doyens et secrétaires de faculté, du secrétaire du conseil académique, ainsi que la procédure de désignation des membres du conseil d'administration.

Dans le cas où la désignation des membres est le résultat d'élection, la participation au vote est obligatoire.

Le refus de participer au vote est sanctionné conformément aux dispositions arrêtées par le Roi.

Le mandat d'un membre du Conseil prend fin lorsque ce membre ne remplit plus les conditions qui ont justifié sa désignation.

Le Conseil d'Etat est compétent pour connaître des litiges éventuels. »

Art. 7.

L'article 16 de la loi précitée, modifiée par la loi du 9 avril 1965, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 16. — Le recteur représente l'université. Il a dans ses attributions la direction académique de l'université ou du centre universitaire et les questions académiques que la loi ne réserve pas au conseil académique.

Il exécute les décisions du conseil académique. Il préside le conseil d'administration ainsi que le bureau permanent prévu à l'article 19bis. Il veille à l'instruction préalable des affaires à caractère académique qui sont soumises au conseil ou au bureau. L'exécution des décisions du conseil d'administration et du bureau permanent est confiée au recteur pour toutes les décisions à caractère académique.

Le vice-recteur remplace le recteur en cas d'empêchement de celui-ci. »

Art. 8.

L'article 18 de la loi précitée est complété comme suit :

« Le conseil d'administration peut déléguer au bureau permanent tout ou partie des pouvoirs qui lui sont attribués en vertu de cet article, à l'exception toutefois du 1° et 5°, à charge de lui faire rapport sur les décisions prises. Cette délégation de pouvoir sera toujours révocable.

Les décisions du conseil d'administration et du bureau permanent sont publiées. Cependant, ces organes peuvent, à la majorité des deux tiers, et chacun pour ce qui le concerne, conserver temporairement le secret sur certaines décisions. »

Art. 9.

Il est ajouté à la loi précitée un article 19bis, libellé comme suit :

« Article 19bis. — Dès qu'il est constitué, le conseil d'administration élit dans son sein un bureau permanent.

de vorenstaande bepalingen. De nieuwe titularis beëindigt het mandaat van zijn voorganger. »

Art. 6.

Artikel 15 van bovengenoemde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 15. — De Koning bepaalt de procedure van benoeming van de rector, de vice-rector, de dekanen en secretarissen der faculteiten, de secretaris van de academische raad, alsmede de procedure van aanwijzing van de leden van de raad van beheer.

In de gevallen waar de aanduiding der leden door verkiezing geschiedt, is de deelneming aan de stemming verplicht.

De Koning bepaalt de sancties op de weigering tot deelneming aan de stemming.

Het mandaat van een lid van de raad neemt een einde, wanneer dit lid niet meer de voorwaarden vervult die zijn aanwijzing hebben gerechtvaardigd.

De Raad van State is bevoegd om uitspraak te doen over eventuele geschillen. »

Art. 7.

Artikel 16 van bovengenoemde wet, gewijzigd door de wet van 9 april 1965, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 16. — De rector vertegenwoordigt de universiteit. Tot zijn bevoegdheid behoort de academische leiding van de universiteit of van het universitair centrum evenals de academische aangelegenheden welke de wet niet voor de academische raad voorbehoudt.

Hij voert de beslissingen uit van de academische raad. Hij is voorzitter van de raad van beheer en van het vast bureau vermeld in artikel 19bis. Hij zorgt voor het voorafgaandelijk onderzoek van de punten van academische aard welke aan de raad of het bureau worden voorgelegd. De uitvoering van de beslissingen van de raad van beheer en van het vast bureau is toevertrouwd aan de rector voor alle beslissingen van academische aard.

De vice-rector vervangt de rector bij verhindering. »

Art. 8.

Artikel 18 van bovengenoemde wet wordt aangevuld als volgt :

« De raad van beheer kan de bevoegdheden die hem krachtens dit artikel, met uitzondering voor het 1° en 5°, zijn toevertrouwd, geheel of gedeeltelijk overgedragen aan het vast bureau met de opdracht hen verslag uit te brengen over de genomen beslissingen. Deze overdracht van bevoegdheid is altijd herroepbaar.

De beslissingen van de raad van beheer en het vast bureau worden openbaar gemaakt. Die organen kunnen evenwel, elk wat hem betreft, met een tweederdemeerderheid beslissen bepaalde beslissingen tijdelijk geheim te houden. »

Art. 9.

Aan de bovengenoemde wet wordt een artikel 19bis toegevoegd, luidende :

« Artikel 19bis. — Zodra de raad van beheer is samengesteld, verkiest hij in zijn schoot een vast bureau.

Celui-ci est composé du recteur, du vice-recteur, de deux professeurs et de six autres membres représentant respectivement chacun des autres groupes composant le conseil d'administration, à savoir :

le représentant du corps scientifique, le représentant du personnel administratif et du personnel spécialisé de maîtrise, gens de métier et de service, le représentant des étudiants, le représentant des milieux sociaux, le représentant des milieux économiques, le représentant des pouvoirs publics.

Le bureau permanent donne son avis sur toutes les affaires qui lui sont soumises par le conseil d'administration et délibère sur tout ce qui concerne l'administration journalière des intérêts de l'université.

Outre les pouvoirs qui peuvent lui être confiés en vertu de l'article 18, le bureau permanent pourra, en cas d'urgence, se prononcer sur les affaires qui sont réservées au conseil d'administration, à charge de lui en donner connaissance à la première réunion. Cette faculté ne s'étend pas aux attributions déterminées au chapitre III, ni à celles déterminées à l'article 18, 1° et 5°. Le conseil d'administration pourra rapporter ou modifier les décisions d'urgence du bureau permanent, sans préjudice toutefois de l'exécution matérielle qui leur aurait été donnée. »

Art. 10.

L'article 46 de la loi précitée est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 46. — Les allocations annuelles suivantes sont attribuées :

1. au recteur : 122 400 francs;
2. au vice-recteur : 91 800 francs;
3. au secrétaire du conseil académique : 20 400 francs.

L'article 44 est applicable à ces allocations. »

Art. 11.

L'article 51 de la loi précitée, modifiée par la loi du 9 avril 1965, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 51. — Près de chaque université ou centre universitaire de l'État, il est nommé un commissaire du Gouvernement.

Le commissaire du Gouvernement assiste avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration et du bureau permanent.

Il a le droit d'être entendu en tout temps par le conseil d'administration et par le bureau permanent, d'avoir communication des dossiers soumis aux délibérations du conseil d'administration et du bureau permanent et des procès-verbaux des délibérations de ce conseil et de ce bureau ainsi que du conseil académique. Il fait aux autorités académiques toutes observations qu'il juge nécessaires.

Lorsque le conseil d'administration, le bureau permanent ou le conseil académique prennent une décision qui est contraire à la loi ou à l'intérêt général, le commissaire du Gouvernement est tenu de prendre recours motivé auprès du Ministre de l'Éducation nationale dans les trois jours francs et ouvrables qui suivent cette décision. Le recours est suspensif et doit être notifié au conseil d'administration ou au bureau permanent. Si le Ministre n'a pas annulé la

Dit bureau bestaat uit de rector, de vice-rector, twee hoogleraren en zes andere leden die respectievelijk elke andere groep vertegenwoordigen welke deel uitmaakt van de raad van beheer, te weten :

de vertegenwoordiger van het wetenschappelijk korps, de vertegenwoordiger van het administratief en gespecialiseerd meesters-, vak- en dienstepersoneel, de vertegenwoordiger van de studenten, de vertegenwoordiger van de sociale milieus, de vertegenwoordiger van de economische milieus, de vertegenwoordiger van de openbare machten.

Het vast bureau geeft zijn advies over al de punten die hem worden voorgelegd door de raad van beheer en be-raadslaagt en beslist over al wat het dagelijks bestuur van de belangen van de universiteit betreft.

Benevens de bevoegdheden die aan het vast bureau kunnen worden toevertrouwd krachtens artikel 18, bezit het vast bureau de bevoegdheid om zich in dringende gevallen uit te spreken over de punten die aan de raad van beheer zijn voorbehouden, met de opdracht hem ervan in kennis te stellen op de eerstvolgende vergadering. Dit recht strekt zich niet uit over de bevoegdheden vermeld in hoofdstuk III, noch over die bepaald in artikel 18, 1° en 5°. De raad van beheer kan de spoedeisende beslissingen van het vast bureau herroepen of wijzigen onverminderd nochtans de materiële uitvoering die eraan zou gegeven zijn. »

Art. 10.

Artikel 46 van bovengenoemde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 46. — De volgende jaarlijkse toelagen worden verleend :

1. aan de rector : 122 400 frank;
2. aan de vice-rector : 91 800 frank;
3. aan de secretaris van de academische raad : 20 400 frank.

Artikel 44 is op die toelagen van toepassing. »

Art. 11.

Artikel 51 van bovengenoemde wet, gewijzigd door de wet van 9 april 1965, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 51. — Bij elke rijksuniversiteit of rijksuniversitair centrum wordt een regeringscommissaris benoemd.

De regeringscommissaris woont de vergadering van de raad van beheer en van het vast bureau bij met raadgevende stem.

Hij heeft het recht te allen tijde door de raad van beheer en het vast bureau te worden gehoord, inzage te nemen van de dossiers die aan de raad van beheer en het vast bureau voor beslissing zijn onderworpen en van de notulen van de raad, van het bureau en van de academische raad. Hij maakt de academische overheden alle opmerkingen die hij nodig acht.

Wanneer de raad van beheer, het vast bureau of de academische raad een beslissing nemen die strijdig is met de wet of het algemeen belang, is de regeringscommissaris verplicht, binnen drie vrije werkdagen na de beslissing, gemotiveerd beroep aan te tekenen bij de Minister van Nationale Opvoeding. Het beroep is opschortend en moet meegedeeld worden aan de raad van beheer of aan het vast bureau. De beslissing heeft uitwerking indien zij binnen

décision dans les trente jours du recours, elle produit ses effets. Le Ministre peut proroger une fois le délai de trente jours.

L'annulation éventuelle de la décision est notifiée au conseil d'administration par le Ministre de l'Education nationale.

Le commissaire du Gouvernement est nommé par le Roi, sur proposition du Ministre de l'Education nationale.

La fonction de commissaire du Gouvernement est incompatible avec toute autre fonction à l'université ou au centre universitaire.

Le Ministre de l'Education nationale met à la disposition du commissaire du Gouvernement les agents auxiliaires et les locaux indispensables. Le commissaire jouit du traitement de professeur ordinaire.

Le Ministre ayant le budget dans ses attributions désigne un délégué auprès des universités et centres universitaires, parmi les inspecteurs des Finances accrédités auprès des Ministres de l'Education nationale. Ce délégué exerce, en collaboration avec le commissaire du Gouvernement, les mêmes fonctions que ce dernier pour toutes les décisions ayant une incidence budgétaire ou financière, et ce dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités. »

Art. 12.

Il est ajouté à la loi précitée un article 51bis, libellé comme suit :

« Article 51bis. — Près de chaque université ou centre universitaire de l'Etat, il est nommé un administrateur.

L'administrateur assiste avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration et du bureau permanent.

Il exécute les décisions du conseil d'administration et du bureau permanent touchant la gestion administrative, budgétaire et financière, plus particulièrement en ce qui concerne la surveillance et l'entretien des bâtiments, la conception et la construction de bâtiments nouveaux, l'élaboration des projets de budget, la gestion des crédits à l'exception de ceux qui sont destinés à une chaire ou à un service académique, et la direction du personnel des services généraux.

L'administrateur veille à l'instruction préalable des affaires qui sont soumises au conseil ou au bureau et qui relèvent de sa compétence telle qu'elle est définie ci-dessus.

L'administrateur est élu par le Conseil d'administration; son élection est ratifiée par le Roi. L'administrateur est nommé pour un mandat de huit ans renouvelable. Lorsque l'administrateur est dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, un successeur est nommé, suivant la même procédure, pour achever le mandat.

L'administrateur est directement responsable devant le conseil d'administration de la gestion de l'université ou du centre universitaire.

L'administrateur jouit du traitement prévu pour l'administrateur général du Département de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise et de l'Education nationale et de la Culture française.

L'exercice de la fonction d'administrateur est incompatible avec l'exercice de toute autre fonction à une université ou à un centre universitaire. »

dertig dagen na het beroep niet door de Minister vernietigd wordt. De Minister kan de termijn van dertig dagen eenmaal verlengen.

De eventuele vernietiging van de beslissing wordt aan de raad van beheer medegedeeld door de Minister van Nationale Opvoeding.

De regeringscommissaris wordt door de Koning benoemd, op voordracht van de Minister van Nationale Opvoeding.

Het ambt van regeringscommissaris is niet verenigbaar met enig ander ambt bij de universiteit of het universitair centrum.

De Minister van Nationale Opvoeding stelt de nodige hulpbeamten en lokalen ter beschikking van de regeringscommissaris. De commissaris ontvangt de wedde voor een gewoon hoogleraar.

De Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort wijst onder de inspecteurs van financiën bij de Ministers van Nationale Opvoeding, een afgevaardigde aan bij de universiteiten en universitaire centra. Deze afgevaardigde oefent, in samenwerking met de regeringscommissaris, dezelfde functies als deze laatste uit voor alle beslissingen die een budgettaire of financiële weerslag hebben en dit onder dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde modaliteiten. »

Art. 12.

Aan de bovengenoemde wet wordt een artikel 51bis toegevoegd, luidende :

« Artikel 51bis. — Bij elke rijksuniversiteit of rijksuniversitair centrum wordt een administrateur benoemd.

De administrateur woont de vergadering van de raad van beheer en van het vast bureau bij met raadgevende stem.

Hij voert de beslissingen van de raad van beheer en van het vast bureau uit inzake het administratief, budgettair en financieel beheer, inzonderheid wat betreft het toezicht op en het onderhoud van de gebouwen, het ontwerpen en het oprichten van nieuwe gebouwen, de voorbereiding van de begrotingsontwerpen, het beheer van de kredieten met uitzondering van die bestemd voor een leerstoel of een academische dienst, en de leiding van het personeel van de algemene diensten.

De administrateur zorgt voor het voorafgaandelijk onderzoek van de punten die aan de raad of het bureau worden voorgelegd en die tot zijn bevoegdheid behoren zoals hiervoren is bepaald.

De administrateur wordt door de Raad van beheer gekozen; zijn verkiezing wordt door de Koning bekrachtigd. Het mandaat van administrateur duurt 8 jaar en is hernieuwbaar. Wanneer de administrateur in de onmogelijkheid verkeert zijn ambt uit te oefenen, wordt volgens dezelfde procedure een opvolger benoemd om het mandaat te beëindigen.

De administrateur is rechtstreeks tegenover de raad van beheer verantwoordelijk voor het beheer van de universiteit of van het universitair centrum.

De administrateur geniet dezelfde wedde als de administrateur-generaal bij het Departement van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur en bij het Departement van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur.

Het ambt van administrateur is niet verenigbaar met de uitoefening van enig ander ambt bij een universiteit of een universitair centrum. »

Art. 13.

Il est ajouté à la loi précitée un article 51ter, libellé comme suit :

« Article 51ter. — Le conseil d'administration désigne un secrétaire choisi parmi les membres du personnel administratif de l'université ou du centre universitaire, ayant au moins le grade de conseiller.

Celui-ci remplira les mêmes fonctions auprès du bureau permanent.

Un rapport général et public sur l'état de l'université ou du centre universitaire est établi, chaque année, au mois d'octobre, par le secrétaire du conseil d'administration. Ce rapport sera approuvé par le recteur et par l'administrateur, chacun pour les matières qui sont de sa compétence. »

Art. 14.

Sur proposition ou après avis conforme du conseil d'administration de l'institution concernée, le Roi peut modifier la composition et le fonctionnement des conseils des facultés, des écoles et des instituts des universités et des centres universitaires de l'Etat.

Art. 15.

L'article 4, § 1^{er}, second alinéa, de la loi du 28 avril 1953, telle qu'elle a été modifiée, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Sur proposition ou avis conforme du conseil d'administration, le Roi peut modifier la dénomination et la compétence des facultés, créer de nouvelles facultés, des écoles, des instituts, des centres interfacultaires et des départements, et tous autres organes nécessaires à l'organisation de l'enseignement et de la recherche ainsi qu'à la collation d'un ou de plusieurs grades ou diplômes. »

Art. 16.

Les anciens recteurs, vice-recteurs, vice-présidents et secrétaires du conseil d'administration peuvent être autorisé à porter le titre honorifique de leurs fonctions.

Art. 17.

Dans les universités de l'Etat et les centres universitaires de l'Etat, le recteur qui exerce ses fonctions à la date d'entrée en vigueur de la présente loi continue à les exercer de plein droit pour la durée de son mandat en cours.

Le vice-président en fonctions dans les universités de l'Etat et les centres universitaires de l'Etat à la date d'entrée en vigueur de la présente loi devient de plein droit vice-recteur pour la durée du mandat en cours qu'il exerce en tant que vice-président.

Art. 18.

Les articles 13, 19 et 20 de la loi précitée sont abrogés.

Art. 19.

L'article 4 de la loi du 5 juillet 1920 accordant la personnalité civile aux universités de l'Etat à Gand et à Liège,

Art. 13.

Aan de bovengenoemde wet wordt een artikel 51ter toegevoegd, luidende :

« Artikel 51ter. — De raad van beheer wijst onder de leden van het administratief personeel van de universiteit of het universitair centrum met ten minste de rang van adviseur een secretaris aan.

Deze oefent dezelfde functies uit bij het vast bureau.

Ieder jaar wordt in de maand oktober een algemeen en openbaar verslag over de toestand van de uiversiteit of het universitair centrum opgesteld door de secretaris van de raad van beheer. Dit verslag wordt door de rector en de administrateur goedgekeurd, elk voor de onderwerpen die tot zijn bevoegdheid behoren. »

Art. 14.

Op voorstel of na eensluitend advies van de raad van beheer van de betrokken inrichting kan de Koning de samenstelling en de werking van de raden van de faculteiten, de scholen en instituten van de rijksuniversiteiten en rijksuniversitaire centra wijzigen.

Art. 15.

Artikel 4, § 1, tweede lid van de wet van 28 april 1953, zoals ze gewijzigd werd, wordt vervangen als volgt :

« De Koning kan, op voorstel of na eensluitend advies van de raad van beheer, de benaming en de bevoegdheid van de faculteiten wijzigen, alsmede nieuwe faculteiten, scholen, instituten, interfacultaire centra, departementen en alle andere organen voor de organisatie van het onderwijs en het onderzoek of voor het verlenen van een of meer graden of diploma's tot stand brengen. »

Art. 16.

De gewezen rectoren, vice-rectoren, ondervoorzitters en secretarissen van de raad van beheer kunnen worden gemachtigd tot het voeren van de eretitel van hun ambt.

Art. 17.

De rector die op de datum van de inwerkingtreding van deze wet bij de rijksuniversiteiten en rijksuniversitaire centra in functie is, blijft van rechtswege zijn functie uitoefenen voor de duur van zijn lopend mandaat.

De ondervoorzitter die op de datum van de inwerkingtreding van deze wet bij de rijksuniversiteiten en rijksuniversitaire centra in functie is, wordt van rechtswege vice-rector voor de duur van zijn lopend mandaat als ondervoorzitter.

Art. 18.

De artikels 13, 19 en 20 van bovengenoemde wet worden opgeheven.

Art. 19.

Artikel 4 van de wet van 5 juli 1920 tot toekenning van rechtspersoonlijkheid aan de Staatsuniversiteiten Gent en

modifiée par la loi du 11 mars 1954 et par la loi du 9 avril 1965, est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Article 4.* — Le conseil d'administration de l'université ou du centre universitaire gère le patrimoine propre à l'université ou au centre universitaire ainsi que les fondations particulières de l'enseignement supérieur.

Le recteur et, à son défaut, le vice-recteur représentent l'université ou le centre universitaire vis-à-vis des tiers. »

Art. 20.

A l'article 5 de la même loi, modifiée par la loi du 9 avril 1965, les mots « commission administrative » sont remplacés par les mots « conseil d'administration ».

Bruxelles, le 16 décembre 1970.

Le Président du Sénat,

Luik, gewijzigd door de wet van 11 maart 1954 en door de wet van 9 april 1965, wordt vervangen als volgt :

« *Artikel 4.* — De raad van beheer van de universiteit of het universitaire centrum beheert het eigen vermogen van de universiteit of het universitair centrum evenals de bijzondere fundatiën van het hoger onderwijs.

De rector, en bij diens ontstentenis, de vice-rector, vertegenwoordigen de universiteit tegenover derden. »

Art. 20.

In artikel 5 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 9 april 1965, worden de woorden « administratieve commissie » vervangen door de woorden « raad van beheer ».

Brussel, 16 december 1970.

De Voorzitter van de Senaat,

P. STRUYE.

Les Secrétaires,

De Secretarissen,

H. VAN DONINCK.
G. PEDE,